

Eldorado Nucléaire Limitée

M. Thacker: C'est ce qu'on appelle la liberté de choix.

M. Cassidy: La direction peut cesser de donner des actions aux employés. Rien ne garantit non plus que les employés, avec leur poignée d'actions, auront beaucoup d'influence sur l'entreprise qui les emploie. Je crois que ce n'est pas là la bonne façon de régler cette question. Il existe d'autres moyens.

Je remercie le député d'avoir soulevé ce point parce qu'il concerne les styles de travail et la façon dont les travailleurs s'organisent, ce qui, selon moi, sera une question fondamentale pour les Canadiens au cours de la prochaine décennie.

M. James: Madame la Présidente, je veux parler de certaines remarques du député d'Ottawa-Centre (M. Cassidy). Il a dit, et cela m'inquiète, que le gouvernement ne parle pas du programme qu'il cherche à appliquer. Le député soutient qu'aucune déclaration n'a été faite à ce sujet. Les journaux ont dit que nous comptons examiner le cas de toutes les sociétés d'État, y compris Eldorado et Air Canada. Nous avons certainement préconisé une meilleure administration des sociétés d'État pendant notre campagne en 1984. Dans son énoncé économique de novembre 1984 et dans son budget de mai 1984, le ministre des Finances (M. Wilson) a annoncé des plans concrets de rationalisation et de privatisation des sociétés d'État. Si les députés de l'opposition sont surpris de ce qui se passe aujourd'hui, je m'inquiète un peu de ce qu'ils lisent.

Par ailleurs, il existe des documents publics qui expliquent comment, selon nous, il faudrait tenir compte des employés. Je suis étonné que le NPD, défenseur des travailleurs, ne parle pas davantage de ce point. Ces documents publics montrent comment nous nous soucions des employés. Par exemple, le gouvernement exige que le nouveau propriétaire d'une société d'État offre un régime de retraite au moins aussi généreux que la norme qui s'applique à l'industrie à laquelle appartient la nouvelle compagnie. Il y a toutes sortes de dispositions comme celle-là.

Ce que nous lisons entre les lignes, c'est la politique du parti que le député représente. Ce parti croit en l'intervention de l'État. Tous les autres points que le député soulève ne sont que du camouflage. Le NPD voudrait nous voir renoncer au système actuel où de plus en plus d'entreprises privées prennent des mesures pour intéresser davantage les employés et assurer notre croissance comme c'est le cas à de Havilland. Pensez seulement au gâchis d'où Boeing a réussi à sortir de Havilland. Les carnets de commandes étaient bien garnis mais la capacité de production était déficiente. Quel travail phénoménal Boeing a accompli pour renverser la situation et garder tous ces employés au travail! C'est là un exemple de privatisation.

M. Cassidy: Madame la Présidente, le député semble d'avis que le gouvernement ne devrait pas intervenir du tout dans les affaires du secteur privé. Évidemment, c'est là prêcher contre les idées de son propre gouvernement. Que ce soit par sa politique fiscale, sa politique des tarifs douaniers, sa politique commerciale, celle des normes des produits de consommation ou bien d'autres, le gouvernement influe toujours directement sur

le succès ou l'échec de nombreuses entreprises dans différentes régions du Canada.

Il a par exemple accordé un prêt à des conditions très avantageuses à General Motors de Sainte-Thérèse. C'était là une intervention directe dans les affaires de la plus grande entreprise industrielle du Canada. J'imagine que le député soutiendrait qu'en théorie, son parti et lui s'opposent à ce genre d'intervention. Pourtant, ils le font continuellement.

Mon parti approuve cela sans difficulté. Il est raisonnable que le secteur public intervienne dans l'intérêt des Canadiens. Les gouvernements interviennent ainsi constamment. Je trouve répréhensible l'hypocrisie d'un parti qui soutient être opposé à ce genre d'interventions mais n'hésite pas à y recourir dès que l'occasion s'en présente. Cependant, puisqu'il ne croit pas à ces interventions, le gouvernement n'est pas prêt à les planifier et à adopter une ligne de conduite cohérente. C'est ce qui m'ennuie dans toute ces questions de privatisation. Qu'il s'agisse d'Air Canada ou d'Eldorado, l'attitude, fondamentalement la même dans tous les cas, consiste à laisser ces entreprises sortir du secteur public peu importe si la décision est sensée ou pas. Le gouvernement ne voit jamais aucune raison, au moins officiellement et en théorie, pour de nouvelles initiatives publiques dans des cas où c'est souhaitable.

M. Ian Waddell (Vancouver—Kingsway): Monsieur le Président, je vais reprendre ce débat là où nous l'avons laissé, soit à la raison de la privatisation et du rôle de l'entreprise d'État.

Vous vous souviendrez qu'à la période des questions aujourd'hui, le vice-premier ministre (M. Mazankowski) a mentionné mon nom dans une citation selon laquelle j'aurais appuyé la privatisation d'Air Canada. Je pense que cela découle d'un discours que j'ai prononcé à la Chambre le 1^{er} décembre 1986; en tant que critique du NPD en matière de privatisation, j'ai essayé de préciser les questions en jeu dans le débat. Je n'essayais pas de poser en idéologue. Le député de Sarnia—Lambton (M. James) a dit tout à l'heure que nous sommes des idéologues aveugles; nous ne voulons que des entreprises d'État et nous ne pouvons pas nous adapter à la privatisation parce que l'entreprise d'État constitue la base du socialisme. Il nous accuse indirectement d'être des idéologues. J'admets que nous, de ce côté de la Chambre, lançons parfois de telles accusations aussi. Nous accusons les députés ministériels d'être des idéologues aveugles. Nous les accusons d'être comme Margaret Thatcher, des idéalistes de la droite.

● (1630)

Dans mon discours du 1^{er} décembre 1986, j'essayais de faire valoir l'idée que la tradition canadienne nous permet d'envisager d'une manière raisonnable une économie mixte pour notre pays; nous avons des sociétés d'État et de nombreuses sociétés privées. Les sociétés d'État ne représentent que 12 p. 100 des entreprises de notre pays. Je dirai au député de Sarnia que ce n'est pas tellement différent de la situation d'autres pays industrialisés.